

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 25 SEPTEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 19 septembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 25 septembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Suzy CASSAR donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,
Brigitte LIMODIN donne pouvoir à Bertrand BONNAMOUR.

Absents non excusés :

Denis COLLET,
Mihrican AVCI,
Umus PERRONE,
Thomas GIRARD.

Le prochain recensement général des habitants de la commune de Nantua se déroulera du 18 janvier 2024 au 17 février 2024.

Il est rappelé au Conseil Municipal que la loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité confie aux communes l'organisation des opérations de recensement de la population.

Considérant que la collectivité doit organiser, pour l'année 2024, les opérations de recensement de la population, et qu'il convient de désigner un coordonnateur de l'enquête de recensement et de recruter et fixer la rémunération des agents recenseurs,

Il est nécessaire, pour mener à bien ce recensement, de créer 9 emplois contractuels de vacataires, sur une période allant du 1er janvier 2024 au 01 mars 2024.

Ces emplois peuvent être occupés par des agents de la collectivité au titre d'activité accessoire - et par dérogation (article 156 V de la loi 2002-276) à l'interdiction de cumul d'emploi visée par l'article 25 de la Loi 83-634 - ou par des personnes extérieures à la collectivité.

Les agents seront chargés de recueillir auprès de la population les informations demandées par l'INSEE. La commune doit assurer la formation de ces agents recenseurs.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Il est proposé de rémunérer les vacataires recrutés en dehors du personnel municipal comme suit :

RUBRIQUES	TARIFS	
	Réponses Papier	Réponses Internet
Bulletin individuel	1,70€	2€
Feuille de logement	1€	1,30€
Logement vacant	1€	1€
Fiche logement non enquêté	1€	1€
Dossier d'adresse collective	1€	1€
Tournée de reconnaissance	80 €	
Forfait formation ½ journée	40 €	
Forfait de déplacement	70 €	

Les agents de la collectivité sont rémunérés au formulaire traité comme détaillé ci-dessus. Les temps de formation ou de repérage ne sont rémunérés que s'ils ont lieu en dehors du planning habituel de l'agent.

Un coordonnateur désigné par le Maire permettra, en collaboration avec les services municipaux et l'INSEE, la préparation et la réalisation de l'enquête et assurera l'encadrement des agents recenseurs.

Le coordonnateur sera désigné parmi les agents de la collectivité avec son approbation. Il sera affecté à la mission de recensement pour la totalité de sa durée. A cette fin, l'agent est déchargé d'une partie de ses tâches habituelles pour dégager le temps nécessaire à la mission.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** la création de 9 emplois de vacataires dans le cadre du recensement de la population 2024 à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 01 mars 2024.
- **FIXE** leur rémunération brute telle que proposée dans le tableau ci-dessus
- **AUTORISE** le Maire à signer les contrats de travail correspondants ainsi que tout acte s'y rattachant
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2024 de la collectivité.



Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.